

Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 1 (1933-1934)
Heft: 8

Artikel: Discours à la jeunesse académique
Autor: Pilet-Golaz, M.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-758406>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

M. Pilet-Golaz

Conseiller fédéral

Discours à la jeunesse académique

Prononcé à l'Université de Zurich le 15 novembre 1933

A l'âge où l'homme voit s'ouvrir la vie devant lui, où plein d'ardeur il va prendre son élan pour le grand voyage terrestre, où il s'apprête au dur combat de l'existence, où ses forces se tendent vers le travail et vers l'effort, où le désir le soulève d'être utile, de fonder un foyer, de servir son pays, notre jeunesse croit ne constater autour d'elle que découragement et désarroi, anarchie intellectuelle et désordre économique. L'agriculture souffre, le commerce languit, l'industrie s'anémie, le chômage ronge. Des centaines, des milliers des jeunes, fiers de leurs études ou de leur apprentissage, attendent vainement le poste où leur énergie et leurs capacités trouveront un emploi. Beaucoup ne connaissent le travail productif que de nom. Au lieu de pouvoir l'embrasser avec la joie que donne la conscience du labeur quotidien et fécond, ils piétinent, inactifs, et se démoralisent. Le monde, sous leurs yeux, loin de s'organiser pour donner à chacun sa tâche et son salaire, semble se disloquer et vouloir s'envelir sous des ruines. Quinze ans à peine après l'horrible conflit qui a dévasté, ensanglanté l'Europe, ce n'est pas de reconstruction, de prospérité et de paix dont ils entendent parler, mais de crise, de misère et de guerre.

Ils se demandent alors, et nous ne saurions nous en étonner, si la société n'est point usée ou pourrie dans laquelle ils sont tombés, victimes innocentes de fautes qu'ils n'ont point commises. Contre la menace lourde qu'ils sentent planer sur eux, ils se défendent, ils réagissent, quelques-uns se révoltent. Ils font fi d'un passé qui ne leur a légué, en apparence, que ce triste héritage. Ils rompent sans

regret avec lui, se tournent résolument vers l'avenir, veulent du nouveau, coûte que coûte, persuadés qu'ils ne sauraient rien perdre au change. La patience et les compromis leur pèsent comme un crime. Ils se jettent dans l'action avec frénésie, cherchent le salut dans l'extrême et, selon leur tempérament ou leur condition, accueillent comme dogmes intangibles des notions simples et absolues: autoritarisme, dictature, foi communiste, nationalisme outrancier.

Il serait facile d'en faire la critique, de certaines d'entre elles tout au moins. Excusez-mois d'y renoncer. Je ne puis oublier — malgré mon désir de vous parler avec la plus entière franchise — que je suis conseiller fédéral et qu'à ce titre j'ai des devoirs envers mon pays, non seulement à l'intérieur, mais à l'extérieur. C'est, soit dit en passant, l'une des servitudes les plus cruelles auxquelles un homme de gouvernement se trouve soumis: quel que soit l'intérêt qu'il trouverait à s'expliquer, il faut souvent qu'il se taise pour ne pas compromettre un intérêt supérieur. Entre deux maux, il doit choisir le moindre. Voilà l'origine de bien des malentendus, particulièrement redoutables en démocratie. Seule la confiance réciproque pourrait en atténuer les méfaits.

Bornons-nous donc à déclarer que nous ne partageons point les tendances nouvelles. Nous aurions tort cependant de vouloir les ignorer. Elles sont la conséquence des difficultés que nous traversons. Déçus d'un présent dont ils souffrent, rendant le passé responsable de la perte de leurs illusions, il est naturel que les jeunes s'imaginent l'avenir nécessairement meilleur. Le devenir miroite toujours plus que la réalité. Il serait triste, dangereux même, que la jeunesse perde l'espérance. C'est alors que la situation serait véritablement grave. Je ne condamnerai donc pas cet état d'esprit. Je me permettrai seulement de formuler à son sujet deux réserves.

Tout d'abord, il faut se garder de tout jugement hâtif et c'est peut-être une des plus grandes faiblesses de notre temps que de tirer d'événements transitoires des conclusions précipitées et générales. Nous péchons à cet égard dans tous les domaines, au matériel comme au spirituel. Mais l'erreur est particulièrement grave quand il s'agit de phénomènes économiques et sociaux. Leur évolution complète ne se produit pas en quelques semaines ou quelques mois, n'en déplaie aux gens pressés. Pour apprécier leur portée et leur valeur, il faut attendre parfois une génération entière.

Qu'est-ce d'ailleurs qu'une année dans l'existence d'un peuple? A peine une journée dans celle d'un individu! Souvent nous prenons pour un indice de prospérité ou de régénération l'excitation maldive qui précède la crise, la poussée de fièvre que suivra l'abattement; vice-versa nous interprétons fâcheusement l'arrêt annonciateur de la convalescence. C'est à distance seulement qu'on peut juger avec certitude et nous perdons l'habitude de prendre le recul nécessaire.

Un exemple, pour illustrer la difficulté qu'ont les contemporains d'apprécier les événements auxquels ils sont mêlés. En 1811 Napoléon étendait sa puissance sur la plus grande partie de l'Europe. En épousant Marie-Louise, il s'était allié à la plus vieille famille régnante. Le fils qu'elle venait de lui donner mettait le comble à ses vœux. Son empire paraissait consolidé et l'avenir de sa dynastie assuré. Le monde ne retentissait que de ses victoires. Moins de cinq ans plus tard, cependant, c'était la retraite de Russie, la bataille des Nations, la campagne de France, l'abdication, Waterloo, Ste-Hélène, la prison. De son œuvre gigantesque et brillante ne devait rester que la partie dont ses contemporains avaient été le moins frappés: l'organisation administrative de la France, sa centralisation réfléchie et puissante, le Code civil, qui subsistent encore aujourd'hui.

N'y a-t-il pas là matière à réflexion? Ne nous hâtons donc pas de tirer des expériences russes, italiennes ou allemandes, pour ne parler que de celles-là, des conclusions prématurées et définitives. Nous risquerions demain un cinglant démenti.

Ma deuxième réserve à l'égard du mysticisme de la nouveauté est plus générale encore. Rappelons-nous que la valeur des institutions humaines est toujours relative. Rien n'est absolu dans ce monde. Ce qui convient ici peut être détestable ailleurs. Il n'y a pas de régime standard applicable partout. Chacun d'eux doit s'adapter aux conditions diverses de climat, de race, d'économie et de structure sociale qui varient d'un Etat à l'autre.

Le libéralisme, dont il semble qu'il fut le maître de l'Europe au 19^e siècle, n'a pas échappé à cette nécessité. Et je ne pense pas seulement au libéralisme politique, mais à l'économique, au spirituel. Politiquement, le libéralisme anglais n'a jamais été le frère jumeau du libéralisme français; économiquement, il était loin de ressembler par tous ses traits à l'allemand. Quant au libéralisme intellectuel, nous savons quelle forme il avait en Russie tzariste.

Nous nous tromperions donc grandement si nous voulions appliquer comme une formule «ne varietur» n'importe quel système nouveau qui semblerait avoir fait ses preuves à l'étranger. Après un succès aussi momentané que superficiel, il s'effondrerait lamentablement, s'il ne répondait pas aux besoins propres de chaque nation. Souvenons-nous des républiques éphémères qui ont poussé comme champignons sous l'averse, pendant la Révolution française: républiques batave, cisalpine, helvétique, parthénopéenne. Pareilles à l'herbe de l'Écriture, elles se sont desséchées en l'espace d'une journée.

N'anticipons et ne généralisons donc point à la légère.

Mais il s'agit là de réserves, je l'ai déjà dit, non de critiques, tandis que c'est un véritable reproche que j'adresse à ceux qui d'un tournemain dédaigneux veulent faire table rase du passé et n'ont plus pour lui qu'anathèmes. Savent-ils bien ce qu'ils condamnent? Se rendent-ils compte des bienfaits dont les a comblés ce libéralisme honni, pour lequel ils n'ont aujourd'hui que sarcasmes et mépris? Se doutent-ils que si leur malheur est relativement supportable, c'est à lui qu'ils le doivent encore? Il est facile de proclamer doctoralement et sans admettre de contradiction la vertu toute puissante de l'autorité, de la hiérarchie, de l'ordre corporatif, de la discipline totalitaire! Et remarquez que je ne suis pas un adversaire de l'organisation professionnelle, encore moins de la discipline civique. Je suis persuadé que les chefs doivent guider leur troupe et non la suivre; à défaut de quoi, ce ne sont plus que des jouets ridicules ou de vulgaires ambitieux, ce qui est pire. Je tiens le principe d'autorité pour l'un des plus essentiels à la vie sociale, parce qu'il établit l'ordre, condition de toute prospérité et de tout progrès. Mais l'expérience enseigne que ni la corporation, ni la discipline, ni la hiérarchie, ni l'autorité ne sont à elles seules efficaces. Elles sont à deux fins, comme toutes les institutions humaines et peuvent servir le mal comme favoriser le bien. Elles n'ont rien d'absolu ni d'omnipotent. Leurs excès sont aussi nuisibles que leur insuffisance. Ce sont des forces coordinatrices plus que des élans créateurs. Elles doivent se combiner avec ceux-ci pour donner un heureux résultat. En d'autres termes, elles n'assurent le développement de la société que si leur action reste souple, si elles savent conserver un juste équilibre. Ne l'oublions pas, l'équilibre est partout la loi naturelle fondamentale. Dès qu'il est rompu, dans un sens comme

dans un autre, c'est le trouble. Ce que les hommes peuvent faire de plus sage, c'est de l'aider à se rétablir. S'ils le contrecarrent, ce qui se produit hélas trop souvent, ils en sont punis tôt ou tard et parfois fort cruellement.

N'allez pas croire que je vous expose là des considérations philosophiques intéressantes peut-être mais sans portée pratique. Ce n'est pas un professeur qui vous parle, c'est un homme dont l'existence quotidienne se passe dans l'action. C'est donc dans l'action que j'irai chercher la preuve de ce que j'avance, dans l'action jugée par ses résultats, la leçon du passé, si vous préférez; j'ai nommé l'histoire, si précieuse et si négligée.

L'Europe depuis l'Empire romain, depuis l'ère de la Pax romana, a connu des régimes d'autorité rigoureuse, dictatoriale, de stricte hiérarchie politique et sociale, de discipline sévère juridique et morale; elle a vécu le système corporatif. Ces régimes et ce système n'ont pas toujours été synonyme d'ordre, de bien-être ou de prospérité, loin de là. Dès qu'ils ont comprimé les élans créateurs de la personnalité humaine, — dignité, initiative et liberté — au lieu de les intégrer dans la vie sociale, ils ont été générateurs de barbarie, de misère et d'abus. Quelle sinistre liste d'exactions, de pillages, de famines et de guerres ne nous offre pas notre histoire! A quoi s'ajoutent les maladies et les épidémies qu'engendre la pauvreté, négatrice de l'hygiène! Il n'est que trop facile d'en citer les plus tristes exemples.

Pour ne point parler des invasions qui ont accompagné la chute de l'empire romain, rappelons-nous le fléau des guerres privées durant la féodalité, régime hiérarchisé s'il en fût. C'était le pays mis à feu et à sang presque sans répit, malgré la Trêve de Dieu.

Pensons à la guerre de cent ans, aux guerres de religion, à la guerre de trente ans, à la guerre de sept ans, aux guerres napoléoniennes. A peine la population reprenait-elle son souffle dans une brève accalmie, qu'elle était entraînée dans un conflit nouveau.

Songez à la pauvreté générale sous Sa Majesté très Chrétienne, le Roi Soleil, incarnation de l'autorité. Les paysans sont si misérables, que Vauban, le grand capitaine, un homme de guerre cependant et qui n'a point la larme facile s'apitoie sur leur sort et les dépeint dans un Mémoire à Louis XIV comme des animaux hâves, défaits, traqués, errants dans les campagnes à la recherche de quelque racine pour apaiser leur faim.

Notons les difficultés et les entraves qui alourdissent et embarrassent le commerce, l'insuffisance d'une industrie sans machines et sans crédits.

N'oublions pas surtout l'indigence des sciences. Si les progrès techniques sont insignifiants au cours d'une dizaine de siècles, si la médecine, la physique et la chimie jusqu'au delà de la Renaissance, tiennent plus de la magie et du charlatanisme que de la connaissance exacte, c'est que l'intelligence est asservie à des règles politiques, religieuses et sociales qui rappellent la raison d'État despotique sous laquelle d'aucuns voudraient à nouveau l'étouffer et ne constituent pas une véritable discipline spirituelle, éducatrice et vivifiante. C'est en plein dix-septième siècle — le grand siècle — que Galilée doit renier ses découvertes pour sauver sa vie. L'autorité s'était érigée en tyrannie du corps et de l'esprit. En serions-nous restés là, l'humanité ne se serait-elle pas affranchie de ce carcan, jamais nous n'aurions connu la civilisation dont nous tirons orgueil aujourd'hui et qui pourrait faciliter notre bonheur terrestre, si nous en faisons un meilleur usage. Que l'intelligence retombe sous le joug d'une idéologie absolue quelle qu'elle soit — étatisme, communisme, nationalisme ou racisme — c'en sera fait rapidement des progrès de la science. Une fois perdue la vitesse acquise, qui peut soutenir une ou deux générations, nous verrions s'arrêter l'essor humain; nous risquerions de retomber dans la barbarie.

Bien entendu, les conditions politiques, sociales et intellectuelles que nous venons de rappeler à grands traits — schématiquement — ont exercé leur influence sur l'économie. Durant des siècles, celle-ci s'est traînée lamentablement, incapable de nourrir une population de quelque densité et de lui assurer un minimum de bien-être. Je parle, cela va sans dire, de la grande masse et non des privilégiés, rares proportionnellement.

Les habitations ne présentent guère de confort. Souvent elles sont insalubres; on vit dans de véritables taudis. En ville elles sont sans air ni lumière; à la campagne, elles rappellent davantage l'étable que le logement; parfois les deux se confondent. L'alimentation ne vaut guère mieux; elle n'est ni variée, ni abondante. La faim n'est pas un vain mot. L'eau même n'est pas à profusion.

Rien d'étonnant, vous en conviendrez, qu'une hygiène aussi rudimentaire n'ouvre toute large la porte aux épidémies. Elles se suc-

cèdent avec une intensité terrifiante: variole, typhus exanthématique, peste déciment et fauchent impitoyablement.

La peste, par exemple, réduit de moitié au 6^e siècle de notre ère la population de ce qui subsiste de l'empire romain. Au XIV^e siècle, elle dévaste à nouveau l'Europe. Une personne sur deux meurt à Berne. Bâle, la Bâle de l'époque, perd 14.000 habitants; Genève, encore très modeste, 6000. Le couvent de Disentis voit succomber tous ses moines, à l'exception de 3. On estime que le chiffre des victimes sur le continent dépasse 25 millions. Il n'y a jamais eu de guerre aussi meurtrière, pas même la dernière, si effroyable et folle qu'elle ait été.

Au quinzième siècle, la peste réapparaît à plusieurs reprises. Pour ne parler que de notre pays, elle désole Genève, Morges, Vevey, Lausanne, Berne, où elle frappe mortellement le grand Bubenbergr. Au 16^e siècle, elle continue ses ravages; à Zurich notamment où Zwingli en est atteint, dans le pays de St-Gall, d'Appenzell, aux Grisons. Les décès se comptent par dizaine de milliers. Au 17^e siècle, elle refait encore de dangereux retours offensifs. Meiringen se voit en quelques mois enlever les $\frac{2}{3}$ de ses habitants. Vienne perd 76.000 âmes, Prague 83.000. C'est vraiment la terreur dont parle La Fontaine dans la fable connue. Le 19^e siècle seul s'est montré plus clément.

Les famines ajoutent, bien entendu, leur désolation à celle de la maladie. Locales et multiples le plus souvent, elles prennent parfois une extension tragique qui les rend d'autant plus meurtrières qu'elles durent des années. Le 9^e siècle compte quatre grandes famines générales; le 11^e, deux, le 12^e, cinq, et je pourrais poursuivre cette énumération de siècle en siècle. Les gens, affaiblis et abandonnés, meurent par milliers. On ne prend plus la peine de les enterrer chrétiennement. Ils sont, en tas, enfouis dans des fosses communes. Les cas d'anthropophagie sont fréquents.

Tout cela, c'est, en partie du moins, le passé, le passé réel, le passé tel qu'il fut, malgré l'autorité — politique ou ecclésiastique — malgré la hiérarchie, malgré l'absolutisme, malgré la corporation, malgré les panacées dont on attend aujourd'hui des miracles.

Vous croyez que j'exagère, que je noircis à plaisir le tableau? Pourquoi le faire? Quel intérêt y trouverai-je? Je n'ai d'autre souci que de rechercher avec vous la vérité, car c'est elle le grand maître de l'humanité. Mais il suffit de connaître le chiffre de la population

européenne pour se rendre compte des conditions dans lesquelles elle vivait. Sans la Russie, elle est à la fin du 2^e siècle de l'ère chrétienne de 30 millions; sous Charlemagne, elle a péniblement passé à 35 millions; il lui faut deux siècles encore pour atteindre de 40 à 45 millions. Quatre à cinq cents ans plus tard — quand on découvre l'Amérique — elle oscille entre 50 et 60 millions. A la fin du XVIII^e siècle, lorsqu'éclate la Révolution française, la population de l'Europe, je dis bien de toute l'Europe, Russie toujours exceptée, se monte à 110 millions environ. En 16 siècles, elle a augmenté de 80 millions, ce qui donnerait une moyenne de 5 millions par siècle, s'il était possible d'envisager une moyenne.

Simultanément, la longévité, la durée moyenne de la vie humaine, ne s'améliore qu'à peine.

Au milieu du 2^e siècle après J.-C., dans l'ancienne Rome, elle est d'une trentaine d'années, d'après les évaluations faites. A l'époque de Charlemagne, elle n'atteint pas 21 ans. On estime qu'à Genève, au cours du seizième siècle, par exemple, elle n'était que de 18 ans et demi. Depuis, elle remonte lentement: au dix-septième siècle 23/24 ans; vers le milieu du dix-huitième, 30 ans pour les hommes, 35 pour les femmes; au début du dix-neuvième de 38 à 40 ans pour les deux sexes.

Vous admettez avec moi que matériellement du moins — laissons de côté pour l'instant les autres considérations — la situation de notre continent n'a pas toujours été favorable depuis la chute de la domination romaine, malgré les dogmes, les principes, les régimes et les systèmes dans lequel on veut aujourd'hui chercher le salut. Si nous devions échanger le tout pour le tout, je suis bien sûr que nous hésiterions; ou plutôt nous n'hésiterions pas: nous préférerions le présent, avec ses difficultés et ses tares.

Car si nous voulons être justes, nous devons reconnaître que ce présent, si critiquable sur de nombreux points, vaut encore mieux que le passé. Le libéralisme qui s'est développé depuis le dix-huitième siècle et s'est épanoui à la fin du dix-neuvième nous a légué beaucoup plus que ce qu'il avait hérité lui-même.

La richesse publique s'est considérablement augmentée. Le bien-être de chacun en a largement profité. Il n'y a pas un ouvrier, un paysan, un chômeur même qui ne vive aujourd'hui avec plus d'aises et de confort qu'un bourgeois d'il y a deux siècles. Comparons nos maisons les plus modestes avec celles d'autrefois, notre alimentation

aussi, l'aveu s'impose. Songeons à la voirie, à la police urbaine et rurale, à la sécurité des communications, aux écoles, aux établissements hospitaliers: le progrès est énorme. Le dernier des prolétaires est à cet égard plus grand seigneur que les barons de jadis. Et je ne mentionne que pour mémoire la législation sociale, l'organisation du travail, la protection des femmes et des enfants, le souci des vieillards.

Quant à la science, elle s'est épanouie au souffle de liberté qui n'a cessé de la rafraîchir et de la fortifier. Elle a fini de ramper pour prendre son vol.

Le résultat: plus ou presque pas d'épidémies: la variole, les fièvres malignes et la peste bannies du continent. Pas de famine au sens strict de ce mot. Une population en constante augmentation. Nous sommes aujourd'hui plus de 380 millions en Europe. L'augmentation en un seul siècle a dépassé 250 millions. La moyenne de la vie s'est élevée à 54/55 ans pour les hommes; 57/58 ans pour les femmes. C'est un critère que celui-là. Ne nous montrons donc pas ingrats. Inclignons-nous devant les faits.

Oh! je sais bien ce que vous me répondrez. Vous me direz: «Nous aussi nous avons cru; nous aussi nous avons espéré; nous aussi nous avons vu l'âge d'or dans le régime qui nous a précédés. Mais nous avons dû déchanter. La guerre est venue, cette guerre imbécile et ruineuse qui a tout renversé; puis la surproduction, la crise, le chômage, le désordre politique, les convulsions sociales. Fini le beau rêve. Nous n'avons plus confiance dans votre panacée. Elle a fait faillite. Nous voulons reprendre l'édifice social à pied d'œuvre sur une base nouvelle.»

Votre objection serait juste, si j'avais pour dessein de prouver que c'est le libéralisme seul qui est efficace et que les régimes d'autorité ne valent rien. Mais loin de moi cette pensée. Elle serait nettement contraire à ma tendance, expérimentale si je puis dire. Je déteste les idées préconçues, quelles qu'elles soient et je m'efforce d'éprouver toujours les affirmations au feu sévère de la réalité. J'ai simplement voulu vous montrer que les systèmes ne peuvent pas grand'chose par eux-mêmes; qu'ils ont tous des défauts à côté de leurs qualités; qu'ils sont tous susceptibles d'excès et qu'ils se perdent tous par leurs abus.

Il faut donc les examiner sans parti pris, chercher à prendre en eux ce qu'ils ont de bon, se prémunir contre le mauvais, tenter de les

pondérer, de les équilibrer, pour employer une expression qui m'est favorite. C'est en effet presque toujours par l'intransigeant absolu qu'ils courent à leur perte.

Voyez ce fameux libéralisme, dont on parle tant aujourd'hui? Je répète, d'ailleurs, pour éviter toute équivoque que je donne à ce mot son sens le plus étendu; je ne le restreint pas à la théorie économique que vous connaissez; je pense tout aussi bien à la politique et au spirituel.

De quoi souffre-t-il? De quoi meurt-il, diront ceux qui désirent l'enterrer? De ses excès, de ses conséquences poussées à l'absurde, de la violence qu'il fait aux conditions modernes d'existence: concurrence effrénée et parfois déloyale; individualisme outrancier, ignorant ou méprisant la solidarité effective des gens et des peuples; production dérégulée, insouciante des possibilités de la consommation; spéculation scandaleuse, installée à demeure, passée en dogme et consistant à jouer la fortune par des combinaisons pas toujours propres, au lieu de la gagner par le travail. (Ah! la spéculation, si vous saviez combien elle a fait de mal et combien elle en fait encore, combien je la déteste, avec quelle intime conviction je voudrais mener contre elle une guerre sans merci.)

Puis anarchie intellectuelle qui se permet de jongler avec les idées, non pour leur contrôle mais pour le seul plaisir de l'acrobatie, sans s'inquiéter des troubles qu'elle apporte; snobisme artistique qui confond la singularité avec la beauté et ne songe pas à créer mais à «épater»; relâchement moral, qui excuse les fantaisies de chacun, les défaillances égoïstes, comme si toute société n'exigeait pas une discipline collective et générale.

Voilà les défauts, les vices du libéralisme — vous constatez que je ne le ménage pas. Ils compromettent l'œuvre splendide qui fut la sienne au siècle passé. Ils risquent de nous faire perdre tout ce qui nous avait été si magnifiquement donné.

Pourquoi? Parce que destiné à favoriser l'épanouissement de l'individu au sein de la communauté, à libérer l'homme de l'esclavage, quel qu'il soit — matériel, économique, politique, intellectuel — il a franchi la limite de la liberté pour tomber dans la licence. Il a fait de cet individu le but unique, absolu, suprême, exclusif; il en a fait un Dieu, un Dieu sans grandeur d'ailleurs, fantasque, capricieux, cruel, égoïste, cupide, qui se croit permis de tout plier à son bon plaisir, simplement parce que c'est son bon plaisir.

De là cette avidité de gain qui caractérise notre époque. Gagner de l'argent, honnêtement si possible, mais gagner de l'argent. Tous les moyens sont bons pour satisfaire cette passion et l'homme n'hésite pas à devenir un loup pour l'homme.

De là cette soif de jouissances, à laquelle on sacrifie tout. Jouir, jouir vite, jouir tout de suite, jouir beaucoup; comme si jouir apportait le bonheur; comme si l'on n'épuisait pas rapidement la coupe des jouissances matérielles; comme si elles étaient saisissables et durables; comme si elles ne vous laissaient pas plus altéré après qu'avant; comme si elles n'étaient pas suivies d'amertume et de déception, quand elles ne donnent pas l'impression et le goût du néant!

De là ce dérèglement économique, où chacun, incapable de s'élever au moindre sacrifice, ne poursuit que son intérêt particulier, immédiat et borné, sans se préoccuper de l'intérêt général, au mépris conscient et volontaire parfois de cet intérêt général, dont dépend cependant en définitive et à la longue la prospérité de tous.

De là cette haïssable lutte de classes, qui dresse les uns contre les autres, patrons et employés, capital et travail, direction et exécution. On ne peut s'expliquer le cynisme ou l'inconscience avec lesquels certains chefs d'entreprises considèrent les ouvriers comme du matériel à gagner ou certains meneurs ouvriers nient devant leurs dociles troupeaux le rôle vital du patronat! La méconnaissance bêtement égoïste et dangereusement aveugle de l'étroite solidarité qui lie les divers éléments humains de la production est une des causes les plus graves du malaise actuel.

Mais ce n'est pas tout. Notre désarroi politique relève, lui aussi, de cet individualisme exagéré, dégénéré en bas matérialisme, auquel l'Europe s'est petit à petit dégradée. Chacun estime que l'Etat est là pour lui; mais lui n'est pas là pour l'Etat. Il entend que les affaires publiques soient gérées à son gré; quant à l'opinion des autres, elle est sans importance puisque ce n'est pas la sienne, à supposer qu'il prenne la peine de s'en informer. La collectivité n'a qu'un devoir: le protéger, le subventionner, l'enrichir, quitte à pressurer autrui pour se procurer les ressources nécessaires. Et de fonder des groupements économiques, destinés non pas à organiser l'économie, mais à exploiter l'Etat à leur profit; et d'émietter les partis, non pour éviter leur oppression, mais pour affaiblir l'autorité et la plier plus facilement aux combinaisons et aux compromis; et de critiquer à

tort et à travers, toujours et quiconque, non pour améliorer la société mais pour la soumettre à son caprice!

De la communauté nationale, de ses besoins, de ses exigences, de son avenir et de sa santé, rien ou presque rien. Quelques vagues formules, aussi vite oubliées qu'elles ont été emphatiquement prononcées. La vraie devise aujourd'hui: «Chacun pour soi».

Vous me trouvez peut-être sévère? Sans doute ne faut-il pas ici m'entendre à la lettre et donner à ma généralisation un sens absolu. Je dégage simplement des tendances. C'est pour les mieux caractériser qu'il les faut dépouiller de tout ce qui les masque en partie à nos yeux, les freine et en atténue les effets désastreux.

Ce qui est plus grave encore, d'ailleurs, que le dérèglement économique et que le désarroi politique, c'est l'anarchie intellectuelle. Voilà la grande coupable. Depuis plusieurs générations, elle est à l'œuvre, à l'œuvre de démolition qui est la sienne, la seule qu'elle connaisse.

Sous prétexte de liberté, elle a prôné la licence, en d'autres termes le mépris du droit d'autrui. Sous prétexte d'individualisme, elle a cultivé l'égoïsme. Vous vous souvenez — ou plutôt non, vous ne pouvez vous souvenir, vous êtes trop jeunes — des formules grandiloquentes et tentatrices de mon adolescence: «chacun sa vie», «le droit au bonheur» et autres attrape-nigaud de même camelote? Que de mal n'ont-elles pas fait, que d'esprits n'ont-elles pas faussés, que d'existences n'ont-elles pas irrémédiablement compromises!

Sur quoi brode le snobisme, le stupide snobisme, recherche grégaire de la singularité qui traite de haut et sottement les bonnes, les vieilles habitudes, éprouvées par l'expérience; le snobisme qui croit «distingué» de se détacher des opinions reçues, d'afficher des théories extravagantes; le snobisme qui ruine à la longue le sentiment de la discipline sociale, pour le recouvrir des quelques cendres grises de la vanité.

Mais que dirai-je de son cousin germain et dépravé, le dilettantisme? Quelle responsabilité n'a-t-il pas assumée? N'est-ce pas lui qui, dans sa perversion, a considéré les idées comme des jouets, s'est amusé à les démonter, à les disloquer, à les déformer; qui a jonglé avec les notions les plus essentielles à la vie des peuples, prenant plaisir à détruire leur autorité, sans se préoccuper du gouffre que creuserait leur disparition, souriant même de l'effroi qu'en éprouveraient les «philistins»?

Faut-il s'étonner dès lors que le monde ait fini par douter de tout, y compris de lui? Mais ce doute général, c'est le chaos, c'est le suicide. Je comprends très bien que la jeunesse ne veuille ni de l'un ni de l'autre; qu'elle soit avide, pour la vie qui l'attend, d'un viatique substantiel et solide; qu'elle appelle de ses vœux ardents un ordre nouveau.

Mais qu'elle ne se trompe pas, cet ordre nouveau a pour condition l'établissement, le rétablissement d'une morale. Voilà ce qui nous manque aujourd'hui; voilà ce qu'il nous faut.

Certes, vous avez raison de vous préoccuper des problèmes sociaux. Certes je vous approuve de chercher une solution aux stériles conflits, qui nous affaiblissent et nous rongent. Certes, la nécessité se fait impérieuse de plus en plus de rapprocher patrons et ouvriers, capital et travail. Ils ne peuvent rien les uns sans les autres. A serrer de près les choses, ils ne sont même rien les uns sans les autres. Que serait un capital qu'aucun travail ne fructifierait et que serait un travail dépourvu de tout moyen d'exécution, de toute ressource, de tout capital? Des mots, des chimères. Seule leur collaboration, leur union en fait de tangibles réalités. Mais cette collaboration n'est possible que si patrons et ouvriers ont conscience d'appartenir à la même communauté, s'ils en reconnaissent l'existence, s'ils en acceptent les lois, s'ils se soumettent par conséquent à sa discipline; car il n'y a pas de communauté sans discipline. A défaut de cette adhésion morale, les lois les mieux faites — supposé qu'elles soient promulguées — les organisations les plus parfaites, les corporations les mieux conçues resteront stériles. C'est l'esprit qui importe, bien davantage que l'institution.

Je félicite les jeunes de s'intéresser à la politique, de revendiquer leur part de responsabilité, de se jeter dans la lutte. Mais je leur crie: Ne vous y trompez pas! Les plus beaux programmes demeurent lettre morte s'ils ne sont l'expression d'une foi désintéressée. Faites la guerre aux arrivistes: on doit se donner au peuple, non lui prendre. Traquez sans merci les démagogues: la nation n'a pas de pires ennemis; ils la conduisent tout droit à l'anarchie d'abord, au despotisme ensuite. Exigez l'honnêteté matérielle et spirituelle: c'est le fondement de l'ordre, le vrai stimulant du travail et la source profonde de la prospérité. Ecartez résolument de la chose publique les maquignons et les fricoteurs; il y en a. Condamnez avec netteté l'affirmation qu'il y a deux morales, l'une pour l'Etat, l'autre pour l'individu.

C'est l'immoralité des Etats qui favorise la corruption des citoyens. Réclamez de vos chefs du caractère et non de la soumission, une action énergique et continue plutôt que des complaisances et des «coups de main». De votre côté, faites-leur confiance tant qu'ils n'ont pas démerité et révélé leur faiblesse ou leur incapacité. Un des maux dont nous souffrons, c'est l'absence de subordination qui s'accompagne très vite de l'absence de coordination. Chaque jour, des gens qui n'ont à cet effet ni mandat, ni qualité, ni délégation, s'arrogent le droit de critiquer, de conseiller, de régenter; ils s'attribuent les compétences sans vouloir les responsabilités. Une fois vos chefs choisis, laissez les agir à leurs risques et périls, courir leurs chances. Attendez pour leur demander des comptes le terme de leur charge, quitte, s'ils ne vous ont pas satisfaits, à les changer. Je préférerais mille fois être mis à la porte après 4 ou 8 ans de fonction et pouvoir agir comme je le crois utile, plutôt que d'être indéfiniment toléré mais constamment entravé. Ne vous battez pas pour des textes: recherchez les caractères. Ce sont eux qui importent.

L'essentiel, c'est de les former. Et j'en viens à ma conclusion: la crise que nous traversons, sous ses manifestations économiques, politiques et sociales, est surtout une crise morale. C'est le moral des peuples et des individus, affaibli, affaissé, amolli, qu'il faut restaurer et raffermir. Au matérialisme débilitant, il faut substituer un idéal réconfortant; à l'égoïsme, individuel ou de classe, la solidarité nationale.

Pour cela, il est indispensable de remettre en honneur des principes oubliés, quand ils ne sont pas bafoués. Proclamons que si l'homme n'est pas une simple cellule de la société, si sa dignité et sa valeur ne se conçoivent que dans le développement de la personnalité, s'il ne doit pas être l'instrument ou l'esclave de l'Etat, il n'existe en fait que grâce à la communauté qui l'entoure, le protège et le garantit, envers laquelle il a donc des devoirs que je n'hésiterais pas à qualifier de filiaux. Rappelons que toute communauté a besoin pour vivre d'une discipline collective et que ceux qui tentent de la rejeter sont des traîtres et des malfaiteurs, qu'il faut mettre hors d'état de nuire. Cette discipline ne peut se contenter d'être matérielle, policière; elle doit être surtout intellectuelle ou morale. L'esprit débridé est un danger social aussi redoutable qu'un bandit de grand chemin. On ne joue pas plus impunément avec certaines notions fondamentales qu'avec le feu ou la poudre.

La discipline comporte une organisation, une hiérarchie, fermement établies. A leur base se trouvent la famille, le foyer. Défendons l'une et veillons sur l'autre. Toute organisation sociale qui néglige la famille glisse rapidement vers le communisme, vers la termitière.

Mais la discipline ne se maintient que par l'autorité qui l'exerce. Attention: ne confondons pas autorité avec force. L'autorité se sert parfois de la force, d'ordre matériel; elle est elle-même d'essence morale. Elle est faite d'intelligence, de fermeté, de justice, de droiture et de désintéressement. Ne possède de véritable autorité, n'est digne d'être un chef que celui qui dans la mesure humaine est doué de ces qualités. Ce sont elles qu'il faut développer; ce sont elles qui forment l'élite.

Elite! J'ai dit «l'élite». On parle beaucoup d'élite aujourd'hui. On a raison. Tout peuple a besoin d'une élite. C'est elle qui fait sa force et sa prospérité; c'est elle qui assure son bonheur. Mais l'élite n'est pas une affaire de nom, de race, d'argent ou d'habileté. Elle n'est fille que du caractère, du cœur ou, si vous préférez, de l'âme. Le rôle de l'élite, c'est de guider, de diriger, de «commander» pour employer le mot propre et total. Mais si l'élite commande pour elle, dans son intérêt, poussée par le désir de profiter et de jouir, elle cesse d'être une élite, pour devenir une caste. Elle perd ce droit de commandement qui est sa raison d'être. Le peuple ne tarde guère à s'en apercevoir. Il s'insurge alors contre ce qu'il ne considère plus que comme un privilège.

L'élite, pour être digne de son nom, pour accomplir sa tâche, doit être pénétrée du désir, de la volonté, du devoir, je dirais volontiers ici du droit de servir.

Voilà le mot, le maître mot que je voudrais vous transmettre comme un mot d'ordre, une devise, un credo: s e r v i r.

Il contient plus d'efficace que tous les systèmes et tous les régimes. Servir, servir la science, servir l'art, servir la vérité, servir son pays, servir la nation. Ce nationalisme-là, croyez-moi, c'est le seul juste, c'est le seul bon, c'est le seul grand.

Servir, c'est le salut de l'homme et de la société; c'est aussi son bonheur.

Le discours que vous m'avez demandé de vous adresser, jeunesse académique, se résume dans ce seul mot: Servir.

Oui, vous qui représentez la force intellectuelle de demain, vous dont dépend le sort d'une civilisation qui fut et peut rester grande, vous qui serez bientôt la science, l'économie, la politique de la nation, vous qui êtes appelés à la guider, vous qui tenez son avenir dans vos mains, ce n'est pas un conseil que je vous donne, ce n'est pas non plus un ordre, c'est une foi, qui est en même temps une prière: rendez à l'homme un idéal, formez pour votre pays une élite, apprenez vous-mêmes, apprenez aux autres, apprenez à tous à servir! La vie, de nouveau, redeviendra bonne et belle: « servir ».

Gottfried Keller im Wandel der Generationen

von Eduard Korrodi

*Aus einer Rede, gehalten in der Gottfried Keller-Gesellschaft
im Zürcher Rathaus 29. Oktober 1933*

Als im Jahre 1861 mit drei gegen zwei regierungsrätlichen Stimmen Gottfried Keller zum Staatsschreiber gewählt wurde, ließ sich keiner der fünf Magistraten träumen, daß künftige Generationen, die das Zürcher Rathaus betreten — zuerst Gottfried Keller, dem Dichter und Staatsschreiber, die Reverenz erweisen. Seine Büste steht im Rathaus. Daß die Mitbürger mit höchst bescheidener Kunst den Dichter dort verewigt haben, wo Staats- und Stadtgeschicke beraten werden, ist die sinnvollste Huldigung an den Dichter des «Grünen Heinrich», der entsagend aus dem Künstler ein Staatsbeamter wird, wie es Keller fünfzehn Jahre lang war, ohne als Dichter zu verarmen; denn noch heute rufen wir Gottfried Keller mit F. Th. Vischer sinnvoll an: Staatsschreiber, Ihr schreibt staatsmäßig!

Wollen Sie aber wissen, wie weit zu Beginn der sechziger Jahre unseres Gottfried Kellers Name ins öffentliche Bewußtsein gedrungen war, dann lassen Sie sich von Carl Spitteler erzählen: «Als ich im Jahre 64 als Student nach Zürich zog, stritten sich meine Mitstudenten darüber, welcher von den beiden der wahre Keller wäre, der Augustin oder der Gottfried. Auch Professor Bieder-